

Lettre d'information bimensuelle de la
Maison des sciences sociales du handicap

ZOOM SUR...



Suivi longitudinal sur 10 ans d'enfants sourds pré-linguaux implantés : rapport final à 10 ans

Jesus SANCHEZ, Lautaro DIAZ, Victoria MEDINA, Marion SENPERE, Annick BOUNOT, Marie-Thérèse LE NORMAND, Benoît VIROLE, CTNERHI

Ce suivi longitudinal d'une période de 10 ans, d'enfants sourds pré-linguaux implantés, confié au CTNERHI par la Direction Générale de l'Action Sociale (DGAS) devenue, depuis, la Direction Générale de la Cohésion Sociale (DGCS) a eu pour objectifs d'apprécier :

- le développement et l'enrichissement de la communication des enfants ;
- leur équilibre psycho-affectif ;
- l'intégration familiale et la satisfaction des parents ;
- la prise en charge rééducative et pédagogique ;
- l'intégration scolaire et sociale du jeune considéré.

Le suivi longitudinal a porté sur un échantillon de 50 enfants sourds profonds, prélinguaux, constitué du mois d'avril 1998 jusqu'au mois de décembre 1999, au fur et à mesure des implantations réalisées dans 4 CHU. Il a fait l'objet d'un premier rapport global intermédiaire, avec un recul de 5 ans en décembre 2006.

Dans ce rapport, les auteurs complètent les analyses produites à mi-parcours, sur les diverses dimensions du suivi. Ils situent d'abord leur suivi longitudinal dans le contexte des réactions polémiques qu'ont suscitées en France les premières implantations cochléaires d'enfants sourds prélinguaux. Ils présentent ensuite le dispositif scientifique et le protocole méthodologique conçus et mis en oeuvre pour assurer le suivi. Ils présentent enfin dans un chapitre spécifique, les résultats de l'étude parallèle consacrée aux enfants sourds appareillés. (2011, 316 p.)

Ce rapport est consultable à la bibliothèque de la MSSH

Pour aller plus loin sur le sujet : Bibliographie « [Les implants cochléaires](#) » (Service Documentation de la MSSH)

ACTUALITES LEGISLATIVES ET REGLEMENTAIRES

- Action sociale

Extension et adaptation du code de l'action sociale et des familles au Département de Mayotte : [Rapport / Ordonnance](#)

- Autres textes

Attributions du ministre des affaires sociales et de la santé > [Texte intégral](#)

Nomination au cabinet de la ministre des affaires sociales et de la santé > [Texte intégral](#)

Nomination au cabinet de la ministre déléguée auprès de la ministre des affaires sociales et de la santé, chargée des personnes handicapées > [Texte intégral](#)

Nomination au cabinet de la ministre déléguée auprès de la ministre des affaires sociales et de la santé, chargée des personnes âgées et de la dépendance > [Texte intégral](#)

ACTUALITES BIBLIOGRAPHIQUES

La scolarisation des jeunes handicapés - Ministère de l'éducation nationale

À la rentrée 2011, 210 400 élèves handicapés sont scolarisés en milieu ordinaire, dans une école ou un établissement scolaire du second degré. Depuis la rentrée scolaire 2006 et l'entrée en vigueur de la loi du 11 février 2005, 55 000 élèves supplémentaires ont été ainsi scolarisés, soit une évolution annuelle moyenne de 6,3% alors que, sur la même période, les effectifs d'élèves sont stables. On note une progression sensible des effectifs des élèves handicapés porteurs de troubles intellectuels et cognitifs, ou de troubles psychiques, grâce notamment à l'ouverture de nouvelles classes pour l'inclusion scolaire (CLIS) et d'unités localisées pour l'inclusion scolaire (ULIS)... (RA) [Note d'information, 2012, n° 12.10, 8 p.](#) > [Texte intégral](#)

Les classes pour l'inclusion scolaire (CLIS) en 2010 - DELAUBIER (Jean-Pierre), Inspection générale de l'éducation nationale

Les "classes pour l'inclusion scolaire" (CLIS) constituent le principal dispositif destiné à faciliter la scolarisation des élèves en situation de handicap dans les écoles ordinaires. La diversité des situations observées et les interrogations qu'elles suscitent ont amené le groupe "enseignement primaire" de l'inspection générale de l'éducation nationale à engager une réflexion sur le fonctionnement de ces "classes" et sur le parcours des élèves qui y sont accueillis. L'observation a été délibérément limitée aux CLIS 1, de loin les plus nombreuses, c'est-à-dire aux classes destinées aux élèves dont la situation de handicap procède de troubles des fonctions cognitives ou mentales. Ce rapport vise à mieux cerner le public accueilli dans ces structures, l'organisation pédagogique et les activités mises en place. Il amène aussi à s'interroger sur les résultats obtenus et sur l'impact de la scolarisation en CLIS sur le parcours des élèves reconnus "en situation de handicap"... [IGEN, 2011, n° 2011-104, 48 p.](#) > [Texte intégral](#)

Equality dichotomies in inclusive education: comparing Canada and France [Les dichotomies de l'égalité dans l'éducation inclusive : comparaison Canada – France] - BERG (Derek H.), SCHNEIDER (Cornelia)

Deux positions philosophiques générales sont apparues au premier plan du discours sur l'inclusion dans les pays occidentaux dès le commencement des débats sur l'éducation inclusive. La première est une position de doctrine morale qui revendique l'inclusion générale et qui soutient que celle-ci est nécessaire afin de maintenir les normes universelles de non-discrimination. L'autre est une position éthique en faveur de l'inclusion partielle. Cette position argumente que des élèves "exceptionnels" devraient bénéficier de dispositifs spécifiques en fonction de leurs besoins individuels grâce une combinaison d'instruction générale dans la salle de classe ordinaire et d'instruction spécialisée dans un contexte séparé. [...] Cet article présente une analyse comparative en examinant les fondements de ces dichotomies au Canada et en France. (RA) [Alter, European journal of disability research, Revue européenne de recherche sur le handicap, 2012, Vol. 6, n° 2, pp. 124-134](#)

Comment pérenniser une ressource en voie de raréfaction ? Enseignements d'une comparaison des politiques d'aide aux aidants des personnes âgées dépendantes en Europe - NAIDITCH Michel, IRDES

La délivrance de l'aide et l'accompagnement des personnes âgées en perte d'autonomie, bien que différant d'un pays européen à l'autre, ont un point commun : les aidants (familiaux ou proches) y occupent une place prépondérante. S'assurer de façon pérenne de leur présence constitue un enjeu majeur [...] Dans le cadre du programme de recherche européen Interlinks, un groupe de travail s'est interrogé sur la possibilité d'isoler et de décrire un ensemble de mesures qui dessinerait l'ossature d'une politique spécifique "d'aide aux aidants". Comment évaluer l'impact de cette politique sur ses destinataires ? Comment juger de sa capacité à s'intégrer de façon synergique à celle destinée aux personnes âgées en perte d'autonomie ? Afin de répondre à ces questions, un cadre conceptuel a été élaboré. Il a abouti à une classification originale des différents types de mesures de support à partir de critères dont le principal distingue les mesures dites spécifiques, ciblant uniquement les aidants, de

celles dites non spécifiques, visant simultanément aidants et aidés... (RA) [Questions d'économie de la santé, 2012, n° 176, 8 p.](#) > [Texte intégral](#)

Le rapprochement des politiques d'autonomie en direction des personnes âgées et handicapées - PIOUS (Olga), DEBUT (Patrick), ENNUYER (Bernard) et al.

Les collectivités s'interrogent de plus en plus sur l'intérêt de rapprocher les réponses et modes d'évaluation pour toute personne souffrant d'une situation de handicap ou de dépendance quel que soit son âge. Ces interrogations induisent une remise en question de l'organisation médico-sociale actuelle basée sur la sectorisation par public et par âge. Peut-on aller vers une convergence des politiques et des territoires concernant l'action sociale et médico-sociale et à destination des personnes handicapées et âgées ? Quels modes de coordination de la prise en charge doivent se mettre en place autour des dispositifs, modes d'évaluation, réponses communes en matière d'accueil, d'information, d'allocations ? Est-il toujours d'actualité de parler d'un 5ème risque de protection sociale couvrant le financement lié aux conséquences d'une situation de handicap quel que soit l'âge ? Les experts et acteurs de terrain invités au cours de cette journée ont tenté de faire le point sur l'actualité des débats et des expériences menées autour de ces questions. (RA) [INSET, 2012, 58 p.](#) > [Texte intégral](#)

Rapport d'étude sur le respect des droits des usagers du secteur médico social - Agence régionale de santé Champagne-Ardenne

Cette étude a été réalisée par questionnaire, sous un format dématérialisé facilitant l'exploitation aux présidents des Conseils de la vie sociale, conseils implantés dans chaque établissement médico-social. Les trois parties de ce questionnaire touchent aux grands domaines relatifs aux droits des usagers : - L'application des droits ; - les plaintes et réclamations ; - la valorisation de l'expression des usagers. Le taux de participation frôle les 75%, ce qui prouve l'intérêt pour la thématique, mais également les besoins dans ce domaine. L'exploitation de ces contributions va permettre de définir un plan d'actions ciblé, issu des besoins des usagers, pour les années à venir. Les axes de travail ainsi dégagés permettront, tant à l'ARS qu'à la commission spécialisée concernée de la CRSA, de développer les droits des usagers au sein des structures médico-sociales de Champagne-Ardenne, à partir de leurs attentes. (RA) [ARS Champagne-Ardenne, 2012, 48 p.](#) > [Texte intégral](#)

Pour une nouvelle économie politique de santé publique - BARREYRE (Jean-Yves)

Dans cet article, l'auteur décrypte les transformations à l'œuvre dans le secteur social. Il révèle les changements tels qu'ils s'opèrent à travers les nouvelles modalités d'organisation de l'action sanitaire, médico-sociale et sociale : les lois fondatrices et leur articulation avec la loi HPST ; les nouvelles administrations et agences (ANAP, ASIP...) ; les modes de gestion et de gouvernance ; la place et le rôle des usagers dans ce contexte de raréfaction des ressources économiques. Cet article permet de trouver des repères de compréhension des politiques publiques sociales en cours. (RA) [Bulletin d'informations, CREAL Bourgogne, 2012, n° 325, pp. 5-18](#) > [Texte intégral](#)

Les personnes handicapées et l'emploi : rapport d'activité 2011 de l'AGEFIPH - AGEFIPH

En 2011, la contribution annuelle à l'AGEFIPH a diminué du fait d'une hausse du taux d'emploi des personnes handicapées. Mais le nombre de demandeurs d'emploi handicapés a, lui, continué à augmenter. En effet, le nombre de demandeurs d'emploi handicapés a augmenté de 13,9 % en 2011 et de plus de 30 % en trois ans. Cependant, la contribution annuelle à l'AGEFIPH a diminué, signe d'un engagement plus fort des entreprises dans l'emploi de personnes handicapées. Ainsi, dans le secteur privé, 484 millions d'euros ont été perçus en 2011 (pour l'année 2010) par l'AGEFIPH au titre de la contribution annuelle due par les entreprises ne respectant pas l'obligation d'emploi de travailleurs handicapés (6 % de l'effectif total), soit une baisse de 10 % par rapport à 2009. Il s'agit de la diminution la plus forte enregistrée depuis la création de l'AGEFIPH. [AGEFIPH, 2012, 76 p.](#) > [Texte intégral](#)

Designing wage subsidies for people with disabilities, as exemplified by the case of Flanders (Belgium) [La conception d'un dispositif de subventions à l'embauche de personnes handicapées, illustrée par le cas de la Flandre (Belgique)] - SAMOY (Erik), WATERPLAS (Lina)

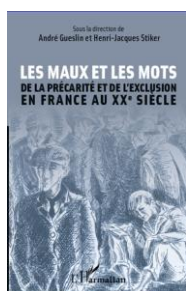
Dans beaucoup de pays, les subventions à l'embauche constituent un instrument important de la politique active de l'emploi. En se basant sur la littérature, principalement économique, le présent article examine les types et les dimensions essentielles, ainsi que les avantages et les effets indésirables de ce genre de dispositifs, avec une attention particulière pour les subventions destinées aux employeurs des personnes en situation de handicap. La grande variété des mises en oeuvre est illustrée par l'historique des systèmes en Belgique et en Flandre. Quelques études intéressantes menées en Australie, en Suède, au Danemark et principalement en Flandre sont commentées... (RA) [Alter, European journal of disability research, Revue européenne de recherche sur le handicap, 2012, Vol. 6, n° 2, pp. 94-109](#)

Le guide handicap et automobile : aménagement des voitures, aides financières, permis de conduire, lieux conseil - MANDART (Roger)

L'ambition de ce guide est d'aider toute personne handicapée à trouver les meilleures réponses possibles aux nombreuses questions auxquelles elle est confrontée dans le domaine de l'automobile, comme le choix de l'équipement d'un véhicule pour personnes handicapées qui conduisent, l'aménagement d'un véhicule pour personnes handicapées qui voyagent à une place passager, les véhicules aménagés pour personnes handicapées restant sur leur fauteuil roulant, les aides financières, les centres de rééducation fonctionnelle et l'obtention du permis de conduire "B avec aménagement" ainsi que les lieux-conseil. Il propose aussi des conseils pratiques tels que les coordonnées des firmes, la liste d'installateurs classés par départements, des informations sur les achats/ventes de voitures aménagées, les assurances, le stationnement, la location, la TVA, les taxis et transports spécialisés. On y trouvera également, une rubrique pour les camping-cars, scooters électriques, motos et side-cars.

Association point carré handicap -APCH, 2012, 142 p.

LU POUR VOUS



Les maux et les mots de la précarité et de l'exclusion en France au XXe siècle - GUESLIN (André, Dir.), STIKER (Henri-Jacques, Dir.)

Cet ouvrage est issu d'une collaboration entre historiens de l'université Paris-Diderot VII et chercheurs de l'extérieur, tous réunis sous le signe de l'étude de la précarité (particulièrement la pauvreté et le handicap) et de l'exclusion. Centré sur le 20ème siècle, il croise à la fois les maux, c'est-à-dire les pathologies sociales de la précarité, et les mots servant à la désigner, le plus souvent de nature stigmatisante et aboutissant parfois à une exclusion, au sens d'une profonde altération des liens sociaux. Enfin, le livre interroge la question de l'intervention de l'État dans ces domaines, en comparaison avec l'Amérique du Nord. Il propose une multiplicité des approches correspondant à autant de situations différentes : enfance en difficulté, sans travail, grande pauvreté, handicap mais aussi immigration et incarcération... L'Harmattan, 2012, 214 p. [Voir la fiche détaillée de l'ouvrage](#)

AGENDA NATIONAL

- Communiqués de presse

CNSA, 24 mai 2012

"Le prix CNSA Lieux de vie collectifs & autonomie 2012 récompense six lauréats" > [En savoir plus](#)

CNSA, 25 mai 2012

"Les recettes de la journée de solidarité 2011" > [En savoir plus](#)

Agence nationale d'appui à la performance des établissements de santé et médico-sociaux -ANAP, 30 mai 2012

"L'Observatoire des coûts de la construction du médico-social" > [En savoir plus](#)

- Appels à projets...

Fondation Motrice

"De l'approche Pace aux interventions thérapeutiques dans la paralysie cérébrale" : Bourse postdoctorale > [En savoir plus](#)

Association nationale des DRH -ANDRH

Appel en bonnes pratiques et experts en gestion des ressources humaines appliquée aux travailleurs handicapés (GRH-TH) > [En savoir plus](#)

- Colloques, congrès...

Pontivy, 28 juin 2012

"L'accompagnement des personnes en situation de handicap d'origine psychique" : Journée régionale organisée par le CREAL de Bretagne > [En savoir plus](#)

Rennes, 28 et 29 Juin 2012

"De la mobilité physique à la mobilisation psychique" : 3ème Congrès national des équipes mobiles de psychiatrie organisé par le Pôle Hospitalo-Universitaire de Psychiatrie de l'Enfant et de l'Adolescent CHGR > [En savoir plus](#)

AGENDA INTERNATIONAL

Paris, 5 et 6 juillet 2012

Première conférence annuelle de Alter organisée par l'ASERH (Alter, Société européenne de recherche sur le handicap) > [En savoir plus](#)

Wrexham (Pays de Galles), du 29 juillet au 11 août 2012

"Assets in health" : Université d'été organisée par "European Training Consortium in Public Health and Health Promotion" (ETC-PHHP) > [En savoir plus](#)

Mont-Tremblant (Québec, Canada), du 26 au 28 août 2012

"Recherche, droits et gouvernance en faveur de la personne et de ses proches" : 12ème Congrès de l'Association internationale de recherche scientifique en faveur des personnes handicapées mentales (AIRHM) > [En savoir plus](#)

**Ecole des hautes études en santé publique
(EHESP, Rennes - Sorbonne Paris Cité)
Maison des sciences sociales du handicap
236 bis, rue de Tolbiac 75013 Paris - 01 45 65 59 00
mssh.doc@ehesp.fr**

**Pour en savoir plus sur le service documentation de la MSSH,
voir les [infos pratiques](#) sur le site de l'EHESP
[S'abonner](#) / [Se désabonner](#)**